

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/IND/16

4 août 2004

(04-3316)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 a) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

INDE

(Amidons et fécules, amidons et fécules modifiés et sagou
à base de manioc (racines de manioc, tapioca))

La communication ci-après, datée du 30 juillet, est distribuée à la demande de la délégation de l'Inde.

On trouvera ci-joint le texte de l'avis d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes (n° SG/INV/1/2004, daté du 7 juillet 2004) émanant du Directeur général (Sauvegardes) concernant les importations en Inde d'amidons et fécules relevant de la position 1108, d'amidons et fécules modifiés relevant de la position 3505 et de sagou à base de manioc (racines de manioc, tapioca) relevant de la position 1903.

**Bureau du Directeur général (Sauvegardes)
139, C.R. Buildings
I.P. Estate, New Delhi 110021**

F. N°. SG/INV/1/2004

Date: 7 juillet 2004

**Avis d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes
(Au titre de l'article 6 du Règlement de 1997 sur le
tarif douanier (Détermination et imposition
d'un droit de sauvegarde))**

Objet: Ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes concernant les importations d'amidons et féculs relevant de la position 1108; d'amidons et féculs modifiés relevant de la position 3505 et de sagou à base de manioc (racines de manioc, tapioca) relevant de la position 1903 de la première liste de la Loi de 1975 sur le tarif douanier.

1. Une requête déposée par l'association Farmers & Farmers du Tamil Nadu et l'association Tamil Nadu Sago and Starch Manufacturers Welfare (TASSMA), de Salem notamment, demandant l'imposition d'un droit de sauvegarde sur les importations d'amidons et féculs relevant de la position 1108; d'amidons et féculs modifiés relevant de la position 3505 et de sagou à base de manioc (racines de manioc, tapioca) relevant de la position 1903 de la première liste de la Loi de 1975 sur le tarif douanier a été transmise au soussigné par le Ministère des finances du gouvernement indien. Il est fait valoir dans la requête que l'accroissement des importations desdits produits cause un dommage grave aux producteurs nationaux et l'imposition immédiate d'un droit de sauvegarde est demandée.

2. Les amidons et féculs, les amidons et féculs modifiés et le sagou à base de manioc (racines de manioc, tapioca) sont importés en Inde des pays suivants essentiellement: Allemagne; Australie; Chili; Chine (République populaire de); Corée (République de); États-Unis; Finlande; France; Hong Kong, Chine; Italie; Japon; Malaisie; Pays-Bas; Thaïlande et Vietnam. Les importations d'amidons et féculs ont augmenté, passant de 700 tonnes en 2000-2001 à environ 5 000 tonnes en 2003-2004. De même, les importations de sagou ont enregistré une augmentation marginale, passant de 3 568 tonnes en 2000-2001 à environ 4 000 tonnes en 2003-2004 et les importations d'amidons et féculs modifiés qui étaient d'environ 305 tonnes en 2000-2001 sont passées à environ 2 000 tonnes en 2003-2004.

3. La demande a été examinée. Puisque les producteurs d'amidons et féculs, d'amidons et féculs modifiés et de sagou en Inde incluent, selon les informations disponibles, plus de 700 petits fabricants, il a été considéré que la demande présentée par les associations susmentionnées était faite au nom de la branche de production nationale. Il apparaît que, *prima facie*, les importations en Inde d'amidons et féculs, amidons et féculs modifiés et sagou à base de manioc (racines de manioc, tapioca) ont causé ou menacé de causer des dommages graves aux producteurs nationaux d'amidons et féculs, amidons et féculs modifiés et sagou à base de manioc (racines de manioc, tapioca) et il a été décidé en conséquence d'ouvrir une enquête annoncée par le présent avis.

4. Toutes les parties intéressées peuvent faire connaître leurs vues d'ici au **16 août 2004** à:

The Director General (Safeguards)
Room No. 139
C.R. Buildings, I.P. Estate
New Delhi 110021
Inde

5. Toutes les parties intéressées connues sont aussi avisées séparément.

6. Toute autre partie à l'enquête qui désirerait être considérée comme une partie intéressée peut présenter sa demande de façon qu'elle parvienne au Directeur général (Sauvegardes) dans un délai de 21 jours à compter de la date du présent avis.
